

D'un pôle de stabilité à une zone de crise : contexte et conséquences du coup d'État militaire au Niger

Lisa Tschörner | 27 février 2024 | ARTICLES | 



Cet article est une traduction de l'article « [From Anchor of Stability to Crisis Hotspot : Background and Consequences of the Military Coup in Niger](#) », publié le 20 décembre 2023 par l'institut Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) dans le cadre du projet [Megatrends Afrika](#).

Dernier pays du Sahel central à disposer d'un gouvernement démocratique, le Niger était considéré comme un pôle de stabilité dans une région en crise. En conséquence, l'Allemagne et d'autres partenaires occidentaux se sont de plus en plus impliqués dans le renforcement de l'armée nigérienne afin de soutenir sa lutte contre les groupes djihadistes. Aujourd'hui, après des cas similaires au Mali et au Burkina Faso, l'armée formée par l'Occident s'est emparée du pouvoir au Niger et a obtenu le soutien d'une grande partie de la population. Les tensions liées à la gestion de la crise sécuritaire et le manque de légitimité du gouvernement ont facilité le coup d'État et contribué à son succès. Pour éviter une nouvelle déstabilisation de la région, l'Allemagne devrait soutenir une solution négociée à la crise, même si cela implique de faire des concessions politiques aux putschistes.

Le matin du 26 juillet 2023, la garde présidentielle a empêché le président nigérien Mohamed Bazoum de quitter son palais. Ce que le bureau présidentiel a d'abord décrit sur les réseaux sociaux comme une « humeur antirépublicaine » de la part de l'unité militaire d'élite s'est transformée en coup d'État à la fin de la journée. Un groupe de dix officiers militaires de haut rang est apparu à la télévision nationale sous le nom de « Conseil national pour la sauvegarde la patrie (CNSP) » et a déclaré qu'il avait déposé le gouvernement, citant la détérioration continue de la situation sécuritaire dans le pays ainsi qu'une gouvernance

économique et sociale inadéquate comme raisons d'agir.

Depuis l'indépendance du Niger de sa puissance coloniale, la France, en 1960, les militaires ont façonné l'histoire politique du pays. Les crises politiques internes ont été le [catalyseur des interventions militaires passées](#). Pas plus tard qu'en 2010, l'armée a renversé le président de l'époque, Mamadou Tandja, après qu'il ait tenté de prolonger illégalement son mandat une troisième fois. Ce coup d'État a ouvert la voie à un nouveau départ démocratique.

Cependant, la menace de coups d'État militaires a persisté même après l'élection de Mahamadou Issoufou en 2011 et le premier changement démocratique de gouvernement au Niger en 2021, qui a vu Mohamed Bazoum, collègue de longue date de Issoufou au sein du parti, accéder à la présidence. Malgré des rotations régulières au sein de l'élite militaire, [plusieurs tentatives de coup d'État](#) ont été déjouées pendant les présidences d'Issoufou et de Bazoum. Néanmoins, le coup d'État du 26 juillet 2023 a surpris de nombreux observateurs, car il n'a pas été précédé de manifestations de masse, contrairement au coup d'État militaire au Mali en 2020, et l'armée n'avait pas subi de lourdes pertes récemment, comme au Burkina Faso en 2022.

Les causes exactes du récent coup d'État militaire au Niger restent floues. Les observateurs nigériens et internationaux s'accordent à dire que le général de brigade Abdourahamane Tiani en est à l'origine. Certains rapports suggèrent qu'il devait être démis de ses fonctions de chef de la garde présidentielle le lendemain. D'autres sources font état de différends entre Bazoum et Tiani au sujet du budget de la garde présidentielle. Ce qui est certain, c'est que le président était en train de renouveler une partie du commandement militaire, que ce soit en mettant des généraux à la retraite ou en les transférant à l'étranger, comme dans le cas du chef d'état-major général Salifou Modi, qui a été envoyé aux Émirats arabes unis (EAU) en tant qu'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en mars et qui est maintenant considéré comme le numéro deux de la junte. La proximité de Tiani avec Issoufou, le prédécesseur de Bazoum, la position peu claire d'Issoufou pendant et après le coup d'État et le rôle de son fils dans le secteur pétrolier florissant, que Bazoum aurait voulu restructurer, laissent beaucoup de place à la spéculation quant à [l'implication possible d'Issoufou dans le déclenchement du renversement](#).

Ce qui a vraisemblablement commencé comme une révolte *ad hoc* de la garde présidentielle, motivée par des intérêts particuliers au sein de l'élite politico-militaire, n'a pu devenir un renversement réussi que grâce au soutien uni de l'armée et à l'appui massif de la population.

Tensions politiques internes sur l'approche de la crise sécuritaire

Même si les forces de défense et de sécurité ont soutenu les putschistes pour éviter une effusion de sang, selon le chef d'état-major Abdou Sidikou Issa, le fait que les relations entre Bazoum et l'armée aient été apparemment tendues pendant un certain temps a sans aucun doute été décisif pour leur unité. Les divergences portaient principalement sur la question de la [gestion de la crise sécuritaire](#). Compte tenu de la menace croissante que représente la violence djihadiste, Bazoum avait déjà préconisé l'instauration de formats de dialogue avec les acteurs violents lorsqu'il était ministre de l'intérieur. Ses efforts se sont heurtés à une certaine résistance, en particulier dans les rangs de l'armée. Lors d'une réunion du Conseil national de sécurité en février 2017, les dirigeants militaires se sont prononcés [contre la proposition de Bazoum d'entamer des discussions avec les dirigeants locaux de « l'État islamique »](#).

Cependant, avec son élection à la présidence en 2021, Bazoum a fait de l'approche du dialogue un pilier d'une stratégie politique de résolution des conflits, destinée à compléter les opérations militaires. L'objectif de cette [politique de la « main tendue »](#) était d'établir des canaux de dialogue avec les groupes djihadistes, de démobiliser et de réintégrer les combattants nigériens et de réduire les tensions intercommunautaires à l'aide d'initiatives de médiation locales. Bien que la [violence contre les forces de sécurité et la population ait considérablement diminué depuis 2021](#), une partie de l'opposition a rapidement critiqué les initiatives de dialogue comme étant un signe de la faiblesse du gouvernement et de son incapacité à garantir la sécurité de ses citoyens.

Des éléments de l'armée ont également continué à considérer cette approche comme problématique. En particulier parce que l'armée n'a jamais été aussi bien équipée qu'au cours des dernières années, les dirigeants militaires ont vu leur champ d'action opérationnel limité par les initiatives de dialogue de Bazoum. Lors d'une conversation tenue à Niamey en février 2023, un responsable nigérien de la sécurité a accusé le président d'utiliser les négociations et les pactes de non-agression avec les acteurs violents pour maintenir le nombre d'attaques majeures à un faible niveau afin de remporter les prochaines élections. Mais en réalité, selon la critique, les groupes djihadistes ont bénéficié de ces accords qui leur ont permis de se déplacer librement sur le sol nigérien, de recruter de nouveaux membres et de s'équiper en matériel. Seules leurs attaques sont menées de l'autre côté de la frontière, au Mali.^[1]

En outre, le fait que Bazoum ait ouvertement admis [avoir libéré des prisonniers et les avoir reçus pour des entretiens au palais](#)

[présidentiel](#) dans le cadre de sa politique de la « main tendue », ou qu'il ait décrit dans une interview les « terroristes » comme étant « [plus forts et plus aguerris](#) » que l'armée, a été perçu comme un mépris de l'armée, tant dans les milieux militaires que dans l'opinion publique.

Compte tenu de la dimension régionale de la violence, le commandement militaire a également vu une autre erreur stratégique dans l'attitude dédaigneuse de Bazoum à l'égard des gouvernements militaires du Mali et du Burkina Faso, qui a rendu la coopération militaire plus difficile. Certaines manœuvres conjointes avec l'armée du Burkina Faso ont eu lieu au niveau opérationnel, telles que les opérations « Taanli » (juin 2021, novembre/décembre 2021, avril 2022) et « Koural » (juin à juillet 2022). Un rapprochement militaire avec le Mali a eu lieu au printemps 2023 après que des terroristes ont attaqué les forces de sécurité nigériennes à Intagamey en février 2023.^[2]

Cependant, la coopération du Mali avec le groupe mercenaire Wagner et le redéploiement des troupes françaises au Niger après le retrait de l'opération Barkhane du Mali à l'été 2022 ont empêché une plus grande collaboration régionale.

En mars 2023, Modi, alors chef d'état-major général, a rencontré la junte malienne pour des entretiens. Quelques semaines plus tard, il a été démis de ses fonctions sans aucune explication. Nombreux sont ceux qui interprètent cela comme le signe d'une escalade des divergences entre les dirigeants militaires et Bazoum sur la question de savoir si et dans quelle mesure la coopération avec les pays voisins doit être intensifiée. Enfin, une semaine après le coup d'État, Modi est retourné à Bamako, où il aurait [rencontré un représentant du groupe Wagner](#).

En outre, le ressentiment anti-français s'est accru dans les rangs de l'armée nigérienne. Cela a entravé la coopération militaire avec la France que Bazoum avait développée et a contribué à son [impopularité croissante dans les cercles militaires](#). Par exemple, la France a été accusée de continuer à mener des opérations militaires au Niger de manière non coordonnée et autonome, malgré le fait qu'elle ait ostensiblement révisé l'approche de sa coopération.

Dans ce contexte de tensions croissantes, il n'est pas surprenant que dans son premier discours en tant que président du CNSP, le général Tiani ait justifié le coup d'État militaire en citant à la fois la politique de la « main tendue » de Bazoum et l'absence d'une politique de sécurité orientée vers la région. Il pouvait être sûr que son discours serait bien accueilli à la fois dans les cercles de sécurité et au sein de la population.

Le déficit de légitimité du gouvernement Bazoum

À l'instar des récents coups d'État au Mali et au Burkina Faso, des milliers de sympathisants sont descendus dans les rues de Niamey et de certains centres régionaux après la prise de pouvoir par les militaires. À Niamey, les manifestants ont ensuite attaqué l'ambassade de France et le siège du parti au pouvoir, le PNDS-Tarayya. Les habitants des zones rurales estiment également que le soutien au coup d'État est élevé. Abdourahmane Idrissa, politologue nigérien, affirme que le coup d'État ne marque pas seulement la fin violente de la démocratie, mais reflète plutôt une [démocratie en échec](#). L'élection de Bazoum en 2021 a été saluée internationalement comme le premier transfert démocratique du pouvoir dans l'histoire du pays, malgré des allégations d'irrégularités. Cependant, des accusations de fraude et des manifestations violentes dans plusieurs villes ont accompagné l'annonce des résultats.

Le fait que ces manifestations se soient rapidement apaisées s'explique en partie par la cooptation réussie d'une opposition fragmentée grâce à l'attribution généreuse de postes ministériels et consultatifs. D'autre part, Bazoum, comme son prédécesseur et collègue de parti Issoufou, s'est appuyé sur la répression contre les critiques du gouvernement.

En février 2022, par exemple, un décret a été publié pour rendre plus difficile le fonctionnement des organisations non gouvernementales (ONG), en imposant des obstacles bureaucratiques et en exigeant que les programmes soient alignés sur les priorités du gouvernement. Un [rapport](#) publié en juin 2022 par une coalition d'ONG nigériennes fait également état de l'interdiction de nombreuses manifestations prévues et de l'arrestation de journalistes et d'activistes critiques à l'égard du gouvernement. Bazoum, philosophe de formation qui a participé au mouvement pro-démocratique nigérien aux côtés d'Issoufou depuis sa jeunesse, est entré en fonction en promettant ses propres priorités politiques, telles que la lutte contre la corruption et une plus grande inclusivité dans le système éducatif. Mais de nombreux Nigériens l'ont considéré comme un simple faire-valoir de son prédécesseur, et donc comme faisant partie d'une élite politique corrompue. Les critiques nigériens appellent la forme de gouvernement mise en place par Issoufou le « système Guri » (dérivé d'un slogan de campagne électorale d'Issoufou et du mot Hausa signifiant « souhait »). Tout en promettant la démocratie, il a en fait mis en place un [système de quasi-parti unique](#) qui a politisé à la fois l'administration publique et le système judiciaire.

Cette perception était particulièrement évidente dans la lutte contre la corruption, où les critiques ont considéré que la marge de

manœuvre politique de Bazoum était sévèrement limitée, malgré ses bonnes intentions. Les organisations de la société civile ont notamment critiqué l'insuffisance de l'enquête sur une [affaire de détournement massif présumé de fonds publics](#) dans le cadre d'achats d'armes sous le gouvernement Issoufou. Des doutes ont également été émis quant aux priorités politiques de Bazoum dans le domaine de la politique de l'éducation pendant son mandat. Plusieurs cas tragiques d'incendies dans des écoles au toit de chaume ont attiré l'attention du public sur l'insuffisance des infrastructures du système éducatif, que Bazoum avait promis de changer radicalement dans son discours d'investiture. La position du président sur la pratique répandue de la polygamie, qu'il avait dénoncée comme une cause de la croissance démographique et de la pauvreté, a également suscité l'indignation des secteurs conservateurs et religieux de la société.

Le retrait de l'opération Barkhane au Mali à l'été 2022 et le redéploiement des troupes françaises au Niger ont déclenché une nouvelle vague de mécontentement, canalisant la frustration refoulée de la population. Dès novembre 2021, des manifestants à Téra ont tenté de bloquer un convoi militaire français. Trois personnes ont été tuées. Selon un [sondage](#) réalisé par Afrobarometer en juin 2022, 64% de la population était opposée à une intervention militaire extérieure au Niger, tandis que seulement 6% jugeait souhaitable l'aide militaire de la France et de l'UE. Le 3 août 2022, à l'occasion du 62^e anniversaire de l'indépendance du Niger, des organisations de la société civile ont créé le mouvement M62, une coalition ad hoc appelant au retrait de l'armée française. Cependant, à l'exception d'une manifestation autorisée en septembre 2022, le gouvernement a réprimé les protestations de la coalition. Son leader, Abdoulaye Seydou, a été condamné à neuf mois de prison en avril 2023 pour trouble à l'ordre public.

Bien que la diminution des attaques djihadistes et l'amélioration de la situation économique suggèrent un bilan gouvernemental positif pour Bazoum, les chiffres et les statistiques n'ont finalement pas aidé le gouvernement à gagner le soutien populaire nécessaire. Comme dans les pays voisins, la junte militaire nigérienne a exploité le mécontentement populaire massif qui a suivi le coup d'État pour gagner en soutien et en légitimité. En particulier à Niamey, le bastion traditionnel de l'opposition, les nouveaux dirigeants ont utilisé le potentiel de mobilisation du M62 et d'autres secteurs influents de la société civile. Peu après le coup d'État, une cour d'appel a acquitté Seydou, le leader du M62. Le jour du coup d'État, cependant, une manifestation organisée par les partisans du PNDS-Tarayya devant le palais présidentiel pour demander la libération de Bazoum a été dispersée par la garde présidentielle à l'aide de tirs de sommation. La réaction de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au coup d'État et le soutien qu'elle a reçu de la France et d'autres partenaires internationaux ont joué un rôle crucial dans la persistance des protestations populaires.

Un coup d'État de trop

Contrairement au protocole bien établi de suspension, de sanctions et d'accord sur une période de transition, comme dans le cas des récents coups d'État militaires dans la région, la CEDEAO a réagi de manière plus radicale au Niger. Outre des sanctions économiques sévères, l'organisation régionale a menacé d'intervenir militairement immédiatement après le coup d'État si Bazoum ne reprenait pas ses fonctions dans un délai d'une semaine. Les partenaires occidentaux du Niger – la France, l'Allemagne, l'UE et les États-Unis – ont soutenu la réaction de la CEDEAO en suspendant l'aide budgétaire et l'aide au développement, ainsi que la coopération dans le secteur de la sécurité, et ont rapidement évacué leurs ressortissants. En particulier, le ton entre la junte militaire et la France, qui avait quelque 1 500 soldats stationnés au Niger, est devenu de plus en plus tendu. Ainsi, à la suite de violentes manifestations devant l'Ambassade de France le 30 juillet, Paris a immédiatement menacé de prendre des mesures énergiques si ses intérêts dans le pays étaient menacés.

Plusieurs facteurs expliquent cette escalade rapide. Tout d'abord, la CEDEAO a élu le dirigeant nigérian Bola Tinubu comme président en juillet 2023 et s'est ensuite engagée à changer de cap afin d'agir de manière plus décisive contre les tendances autocratiques dans la région. Dans ce contexte, le coup d'État militaire du Niger a été, selon plusieurs dirigeants ouest-africains, un « coup d'État de trop » qui ne pouvait être laissé sans conséquences. Étant donné les débuts apparemment imprévus du coup d'État et la position initialement peu claire des militaires nigériens, il est également probable que la [CEDEAO ait espéré pouvoir stopper la tentative de coup d'État](#) dans ses premiers stades par une réponse décisive.

Or, c'est le contraire qui s'est produit. Les négociations entre le CNSP et la CEDEAO ont échoué, tout comme les efforts de médiation du dirigeant tchadien Mahamat Deby, des États-Unis et des chefs religieux du nord du Nigeria. Si l'ultimatum de la CEDEAO est resté sans conséquences, la menace extérieure a permis à la junte de consolider son pouvoir. En l'espace d'une semaine, les putschistes ont arrêté de nombreux membres de l'ancien gouvernement, nommé un gouvernement de transition civilo-militaire et approfondi leurs relations avec les gouvernements militaires du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée.

En outre, des sanctions sévères, qui ont exacerbé la situation déjà précaire de l'approvisionnement de la population, et la crainte d'une intervention militaire de la CEDEAO, ont alimenté le soutien populaire aux putschistes. Des initiatives de la société civile,

menées par le M62, ont appelé à la formation de « gardes patriotiques », qui continuent aujourd'hui encore à établir des points de contrôle nocturnes dans les rues de Niamey. Des milliers de personnes ont également répondu à l'appel lancé au début du mois d'août pour se porter volontaires pour la défense du pays.

Toutefois, l'escalade a été contrecarrée par l'opposition de la CEDEAO à ses plans d'intervention. Au Nigeria, qui aurait fourni la plupart des troupes en cas d'intervention militaire, le Sénat a demandé à Tinubu de privilégier les moyens politiques et diplomatiques pour gérer la crise au Niger et a mis en garde contre les conséquences possibles d'une intervention militaire. Le nord du Nigeria, en particulier, qui non seulement partage une frontière avec le Niger mais entretient également des liens culturels et économiques étroits avec le pays voisin, s'est opposé à une intervention militaire. Le Togo, membre de la CEDEAO, s'est également engagé dans plusieurs [initiatives de dialogue bilatéral](#) visant à trouver une solution pacifique à la crise. Le pays s'était déjà affirmé avec succès comme médiateur dans des crises régionales par le passé, comme en 2022 avec la libération de 49 soldats ivoiriens qui avaient été arrêtés au Mali sous l'accusation d'être des mercenaires.

L'Algérie, pays voisin du Niger, qui n'est pas membre de la CEDEAO mais cherche à consolider son rôle de puissance régionale en Afrique du Nord et au Sahel, a également [fermement condamné](#) les plans d'intervention militaire de l'organisation régionale, les décrivant comme une menace directe pour elle-même. Dans le même temps, l'Algérie a tenté de trouver un compromis politique en proposant une période de transition de six mois, suivie d'élections démocratiques.

Pour la CEDEAO, le Niger semble donc être devenu un cas test qui sera décisif non seulement pour la légitimité des gouvernements de ses États membres, mais aussi pour l'influence régionale de l'organisation régionale à orientation démocratique. Dans ce contexte, la mesure dans laquelle l'Algérie ou le Togo peuvent s'imposer comme médiateurs dans la crise politique du Niger sera cruciale. Après que la junte militaire de Niamey a rejeté les efforts de l'Algérie début octobre, une délégation nigérienne du CNSP s'est rendue à Lomé début novembre et a [demandé au Togo de jouer le rôle de médiateur](#) dans le dialogue entre le Niger et la communauté internationale.

Les implications géopolitiques du coup d'État militaire sont également importantes pour l'Europe et les États-Unis. D'une part, le renversement de Bazoum menace d'éliminer un partenaire régional important dans la lutte contre les réseaux terroristes internationaux, le crime organisé et l'immigration clandestine. D'autre part, la réorientation politique du Niger par le biais d'un partenariat plus étroit avec des régimes autoritaires tels que la Russie ou la Chine, comme on peut le voir dans les pays voisins, le Mali et le Burkina Faso, suscite des inquiétudes.

Cependant, au lieu d'adopter une position diplomatique coordonnée et de désescalade, des intérêts divergents ont dominé la situation. Après des semaines de querelles avec la junte militaire, Paris a été contraint d'accepter le retrait de ses troupes et de son ambassadeur. En revanche, et au grand dam de la France, Washington a opté pour une approche pragmatique à l'égard des putschistes de Niamey afin de maintenir l'option d'une coopération militaire dans la lutte contre le terrorisme. Moins de quatre semaines après le coup d'État, les États-Unis ont envoyé un nouvel ambassadeur à Niamey. Afin d'éviter d'être entraînés dans une confrontation militaire entre la France et le Niger, les États-Unis ont ensuite déplacé leurs soldats stationnés à Niamey vers une base aérienne située dans le nord du pays et ont repris leurs vols de reconnaissance dans le cadre de leurs efforts de lutte contre le terrorisme.

Sous l'influence de la France, l'Europe a cependant continué à insister sur le soutien politique à la CEDEAO et a lancé ses propres plans de sanctions contre les responsables du coup d'État. En réponse, la junte de Niamey a révoqué une loi adoptée en 2015 sous l'influence de l'Europe pour endiguer les mouvements migratoires vers le nord, et a dénoncé les accords relatifs à deux missions de renforcement des capacités des forces de sécurité nigériennes sous l'égide de l'Europe.

Perspectives

Le coup d'État militaire au Niger en juillet 2023 est un nouveau coup dur pour le mouvement démocratique au Sahel. En même temps, une réintégration de Bazoum et un retour au statu quo ante ne sont plus concevables, étant donné le soutien de l'armée aux nouveaux dirigeants et le soutien de la junte par la population. Cependant, l'histoire récente des coups d'État dans la région montre que même les régimes militaires qui ont pris le pouvoir ne peuvent se maintenir à long terme sur la seule base de slogans populistes, à moins qu'ils n'obtiennent également des résultats.

Il existe donc un risque de déstabilisation supplémentaire au Niger, comme cela a pu être observé après les coups d'État militaires au Mali et au Burkina Faso. Un scénario possible est que les tensions au sein du commandement militaire nigérien conduisent à un coup d'État dans le coup d'État. En particulier, l'arrestation d'Issoufou, que la coalition M62 réclame depuis la fin juillet, menace de devenir une pomme de discorde qui pourrait finalement conduire à l'écrasement de l'alliance du CNSP. Alors qu'une grande partie de l'armée considère également Issoufou comme l'incarnation du système PNDS auquel le coup d'État était

censé mettre fin, Tiani [semble refuser](#) de prendre des mesures contre son ancien patron.

La menace persistance des groupes djihadistes pourrait également justifier le limogeage du chef du CNSP, M. Tiani. Quelques semaines à peine après le coup d'État, les attaques djihadistes se sont multipliées. Une [scission de l'armée](#) basée sur la politique identitaire est également possible, dans laquelle les cadres militaires autour du général Modi, traditionnellement originaires de l'Ouest, pourraient renforcer leur position.

La question de l'orientation future de la politique étrangère du Niger pourrait également conduire à des conflits au sein du CNSP. Alors que la junte a signé un protocole d'accord avec la Russie au début du mois de décembre, qui prévoit une collaboration accrue dans le secteur de la défense, certains membres des putschistes semblent très intéressés par une coopération plus poussée avec les partenaires occidentaux. Il existe également un risque d'augmentation des conflits et de la violence au sein de la société. Les [milices d'autodéfense et les groupes d'autodéfense armés](#) opérant dans les zones d'influence des groupes djihadistes pourraient gagner en popularité avec la nouvelle vague d'attentats.

En conséquence, des conflits ethniques pourraient éclater. Par ailleurs, la mobilisation de la population dans la capitale, Niamey, menace de prendre une dynamique violente. Des cas de justice vigilante, de pillage et d'agression sexuelle aux points de contrôle nocturnes mis en place par la population ont été signalés. De plus, les partisans du PND-S-Tarayya ont utilisé les réseaux sociaux pour appeler à la violence contre les manifestants réclamant l'arrestation d'Issoufou.

Il est également possible que le soutien des segments de la population qui considèrent actuellement l'armée comme la force motrice du changement politique diminue avec le temps si les espoirs d'une amélioration des conditions de vie ne sont pas satisfaits. Lors d'une manifestation pro-CNSP à Niamey le 5 septembre, par exemple, les chauffeurs de taxi ont demandé une réduction des prix du diesel, réitérant ainsi une [vieille revendication politique](#).

Les attentes sont actuellement particulièrement élevées en ce qui concerne le processus de dialogue national annoncé par les putschistes, qui doit se dérouler au cours d'une période de transition de trois ans. Cependant, comme l'ont montré des initiatives similaires dans les pays voisins, le gouvernement militaire du Niger pourrait également utiliser les promesses d'inclusion politique et de restructuration pour assurer son pouvoir, par exemple en [cooptant les forces d'opposition](#). Des conflits sur la participation et la représentation aux primaires régionales sont déjà apparus. Ces conflits pourraient s'intensifier avec le début du dialogue national. En particulier, le fait que les partis politiques suspendus après le coup d'État ne soient pas autorisés à participer au processus de dialogue a suscité le ressentiment de la population. Le début du dialogue national a toutefois été reporté à une date inconnue, sous prétexte de la menace permanente que représente la CEDEAO. Un autre scénario possible qui risque de déstabiliser davantage le pays serait les retombées de la reprise des combats entre les groupes séparatistes à dominante touareg du Mali et la junte militaire malienne. Avec la charte dite de Liptako-Gourma, le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont créé une nouvelle alliance militaire, l'Alliance des États du Sahel. Dans la [charte](#), les juntas militaires des trois pays se sont engagées à se soutenir mutuellement en cas d'atteinte à la souveraineté et dans la lutte contre la rébellion et le terrorisme. Si l'armée nigérienne devait participer aux combats contre les groupes séparatistes au Mali, un mouvement de résistance contre les nouveaux dirigeants pourrait prendre de l'ampleur. Ce [mouvement](#) a été fondé en Europe au début du mois d'août 2023 par l'ancien chef rebelle touareg, devenu ministre d'État, Rhissa Ag Boula, et n'a jusqu'à présent, qu'un faible soutien politique au Niger.

Afin d'éviter une nouvelle déstabilisation du Niger et de la région, et de permettre un retour aux principes démocratiques et à l'État de droit, les négociations entre les parties nationales et régionales au conflit et les populations affectées restent la seule voie réaliste pour aller de l'avant. Cela est vrai même si les négociations rendent inévitables des concessions politiques, telles que la reconnaissance des nouvelles autorités et l'accord sur un compromis.

Il en résulte trois possibilités d'action pour la coopération de l'Allemagne avec le Niger, qui comportent toutes des risques et des inconvénients.

La première option consisterait à suspendre la coopération avec le Niger jusqu'à ce que le pays retrouve une forme de gouvernement démocratique, et à ne poursuivre l'aide humanitaire que jusqu'à ce moment-là. Cela minimiserait le risque que l'Allemagne soutienne la junte militaire, tout en atténuant l'impact de la crise sur la population. Le problème de cette option, cependant, est qu'elle signifierait l'abandon, pour une durée indéterminée, des objectifs communs de développement et de sécurité à long terme, tels que la sécurité alimentaire ou le renforcement des forces de sécurité nigériennes dans la lutte contre les groupes djihadistes. Des puissances autoritaires telles que la Russie, la Chine ou la Turquie pourraient profiter du vide ainsi créé pour étendre leur influence géopolitique dans la région.

Une deuxième option consisterait à rechercher une reprise de la coopération avec le Niger dans l'intérêt d'objectifs à plus long

terme, même si cela nécessite une coopération avec la junte militaire. Cependant, cette option risque de renforcer davantage les dirigeants autoritaires et leurs institutions. Par exemple, les nouveaux dirigeants du Niger pourraient abuser des moyens et méthodes mis à leur disposition pour lutter contre les acteurs djihadistes violents afin de réprimer plus efficacement les critiques du système. Une action unilatérale de l'Allemagne dans ce sens pourrait également créer des tensions avec la CEDEAO et au sein de l'Union européenne. Elle enverrait également un signal négatif à d'autres putschistes potentiels dans la région. Cependant, les récents développements au Gabon suggèrent que même des réactions internationales plus sévères aux prises de pouvoir militaires n'arrêteront pas la tendance aux coups d'État dans la région.

Une troisième option, une voie médiane, pourrait donc consister à reprendre la coopération avec les secteurs démocratiques de la société civile et avec les municipalités décentralisées, qui continuent d'être administrées par des représentants élus, même après le coup d'État. Dans la lutte contre la violence djihadiste, par exemple, l'accent pourrait être mis sur des méthodes civiles et préventives de gestion des conflits. Toutefois, le risque que le vide militaire soit comblé par des États autoritaires subsisterait. Sans l'implication directe des nouveaux dirigeants et sans une orientation régionale ou nationale des programmes ou des projets, cette approche risquerait également d'être limitée dans sa portée, d'être inefficace ou même d'avoir des conséquences inattendues si les mesures prises entraient en contradiction avec les priorités nationales. La politique de la « main tendue » de Bazoum, par exemple, a déjà montré qu'un manque de coordination entre les approches militaires et civiles de la violence djihadiste peut entraîner des réactions violentes de la part des groupes djihadistes et, partant, des revers pour les efforts de paix. En tout état de cause, cette approche nécessiterait également l'approbation du gouvernement militaire, de sorte qu'une coopération directe serait en fin de compte inévitable.

[1] Entretien avec un membre des forces nigériennes de sécurité, Niamey, février 2023.

[2] D'après les chiffres officiels, 17 soldats nigériens ont été tués dans l'attaque d'Intagamey, dans la région du Tillabéri, à la frontière avec le Mali. L'attaque a été revendiquée par l'État islamique.

Crédit photo : [U.S. Army photo by Staff Sgt. Jeremiah Runser](#).

— • — — • • — • — • •

Lisa Tschörner

Lisa Tschörner est chercheuse au sein du projet « *Megratrends Afrika* » et du groupe de recherche Afrique et Moyen-Orient du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)* de Berlin.

Comment citer cette publication

Lisa Tschörner, « D'un pôle de stabilité à une zone de crise : contexte et conséquences du coup d'État militaire au Niger », trad., *Le Rubicon*, vol. 4, 27 février 2024 [https://lerubicon.org/dun-pole-de-stabilite-a-une-zone-de-crise-contexte-et- consequences-du-coup-detat-militaire-au-niger/].